

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Par an... Six mois... Trois mois...

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois... 15 fr.

La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance.

Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental)

Table with 3 columns: Denomination, Price, and Date (19 MAI, 22 MAI).

Service particulier du Journal de Roubaix.

Table listing various actions and their prices, including Banque de France, Société gén., etc.

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 22 mai. Change sur Londres, 4,88 0/6; change sur Paris, 5,13 3/4.

Café good fair, (la livre 18 7/8). Café good Carques, (la livre) 19 1/2.

Marché soutenu. Havre, 22 mai. Cotons : Ventes 200 bal., marché très-calme.

Marché férid. Liverpool, 22 mai. Cotons : 10 7/8.

Recettes de 3 jours, 4,000 b.

ROUBAIX 22 MAI 1877.

Bulletin du jour

Dans leur affolement, les radicaux se servent d'armes empoisonnées dont ils devraient avoir honte eux-mêmes.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

Annuaire : la ligne... Réclames : ... Faits divers : ...

On peut traiter à forfait pour les annonces d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal.

ceux accusaient les conservateurs de vouloir la guerre pour le Pape et c'est à cette manœuvre qu'ils doivent leur majorité.

Aujourd'hui qu'il croule, le radicalisme n'a pas honte de recourir au même moyen.

« Une étincelle suffirait pour tout embraser, le gouvernement secoue la torche. »

Le Bien Public va plus loin et insinue que le ministère n'a pas d'autre but que d'essayer d'engager la France et de tirer les premiers coups de canon.

Le Radical dit : « Les 1,200,000 cito ens qui composent les différentes catégories de l'armée française peuvent d'ores et déjà préparer l'enthousiasme et leurs fusils. »

Assez de citations comme cela, nous craindrions d'écoeurer nos lecteurs comme nous le sommes nous-mêmes à la lecture de pareilles infamies.

Cette triste comédie n'est pas complète, comme cela; il faut encore que les radicaux feignent de s'étonner que nous profitions de nos désirs de paix et ils vont jusqu'à reprocher au gouvernement nouveau, d'affaiblir trop sa résolution de maintenir des relations amicales avec nos voisins.

« MM. de Broglie, de Meaux, de Fourtou et consorts sentent la nécessité de se mettre à fraix de protestations pour rassurer les esprits, mais cela est au-dessus de leurs forces et échappe à leurs moyens : ils sont là, et cela suffit pour que l'on soit inquiet. »

A cela nous répondrons : Si vos mesquines ambitions n'avaient pas troublé la France et si pour déconsidérer vos adversaires, vous n'aviez pas sacrifié les devoirs du patriotisme le plus élémentaire, il ne serait pas nécessaire que le gouvernement fasse aujourd'hui tous ses efforts (et ceux-là patriotiques) pour rassurer les esprits.

Le mouvement préfectoral est tout à l'honneur du nouveau ministère. Cette rapidité d'action est d'un bon augure et il est permis d'espérer beaucoup d'un ministère qui débute sans hésitation aucune dans la voie qu'il s'est tracée.

Les choix ne sont pas exclusifs; toutes les nuances y sont représentées. Du reste, l'opinion publique se montre pleine de confiance dans la fermeté et la sagesse du gouvernement du maréchal. Le mouvement ascensionnel qui s'était produit à la Bourse s'est encore accentué, hier, par une nouvelle hausse très-considérable.

Les grands événements de l'intérieur nous ont fait négliger, depuis quelques jours, ceux qui se déroulent en Orient, sur le théâtre de la guerre. Les dépêches turques ont fait grand bruit du bombardement et de l'incendie de Soukoum-Katé. Mais ce fait perd beaucoup de son importance, quand on

sait que cette petite localité de la mer Noire n'est qu'un misérable bourg se composant d'une trentaine de pauvres habitations en bois. Ce qui est beaucoup plus sérieux, c'est la prise d'assaut, par les Russes, de la forteresse d'Araban, construite sur un contrefort assez élevé et qui commande les deux routes de Kars et d'Otli. La citadelle était pourvue de soixante canons et d'une immense quantité de munitions et d'approvisionnement de toutes sortes, tombés au pouvoir du vainqueur, qui est parvenu, après quinze heures d'un formidable feu d'artillerie, à pénétrer dans la place par les brèches. La garnison ottomane, ne pouvant résister à l'élan des troupes moscovites, prit la fuite, en laissant sur le terrain une grande quantité de morts.

D'autre part, le mouvement de concentration des forces russes, sur la rive droite du Danube, paraît entièrement terminé. On suppose qu'elles tenteront, cette semaine, le passage du fleuve sur deux points principaux, à l'Est, du côté de Ronsichouk, pour s'emparer de la route de Varna, et à l'Ouest, du côté de Palanka, où les Russes opérèrent, de concert avec les troupes roumaines, commandées par le prince Charles. Aujourd'hui même, l'empereur Alexandre a dû partir pour l'armée du Danube, où il est attendu le 25. Le czar est accompagné du prince héritier et du grand-duc Serge. Leur arrivée sur le théâtre de la lutte, ne peut manquer d'imprimer aux opérations militaires une vigoureuse impulsion.

Le maréchal de Mac-Mahon avec toutes les forces conservatrices — ou M. Gambetta avec toutes les forces révolutionnaires : voilà bien les deux termes du problème posé devant la France et qu'elle aura à résoudre.

Nous l'avons indiqué le premier jour, et tout vient confirmer notre prévision : Il s'agit de décider qui du maréchal ou de l'ex-dictateur gouvernera la France, commandera notre armée, entretiendra nos relations avec les souverains de l'Europe.

La question se présente très-nettement sous cet aspect, personne ne peut le contester.

Dans son Message, le maréchal a très-franchement abordé ce point de vue. Il ne veut et ne voudra jamais appliquer ou laisser appliquer le programme de M. Gambetta, emprunté au programme des intransigeants :

« Ce programme est bien connu; ceux qui le professent sont d'accord sur tout ce qu'il contient; ils ne diffèrent entre eux que sur les moyens, appropriés et le temps opportun pour l'appliquer. »

« Ni ma conscience, ni mon patriotisme ne me permettent de m'associer, MEME DE LOIN, et POUR L'AVENIR, au triomphe de ses idées. Je ne les crois ni opportunes, ni pour aujourd'hui, NI POUR DEMAIN, ni à quelque époque qu'elles puissent se produire. Elles n'engendrent que le désordre et l'ABAISSEMENT DE LA FRANCE. »

« Je ne veux ni en tenter l'application, NI MEME, ni en FACILITER L'ESSAI. »

« MES SUCCESSEURS, tant que je serai dépositaire du pouvoir, j'en ferai usage dans toute l'étendue de ses limites légales, comme la perte de mon pays; mais je suis convaincu que le pays pense comme moi. »

Il n'était pas possible de s'exprimer avec plus de loyauté, on en conviendra. M. Gambetta, de son côté, n'avait

pas été moins formel dans son manifeste de la veille; il a dit :

« Demandes, la Constitution à la main, le pays derrière vous, demandez QU'ON DISE ENFIN SI L'ON VEUT GOUVERNER AVEC LE PARTI REPUBLICAIN DANS TOUTES SES NUANCES. »

Nous ne sommes plus dans la phase hypocrite et naïve où M. Thiers disait : La République sans les républicains; et M. Casimir Périer : C'est pour combattre les radicaux que je veux la République.

Nou! M. Gambetta proclame que ce qu'on exige du maréchal, c'est de partager le pouvoir entre toutes les nuances du parti; il veut que la nuance de l'île des Pins ait ses représentants au pouvoir au même titre que la nuance de l'ex-préfet de police Léon Renault.

Gouverner avec les quatre gauches, avec le parti des Raspail, des Clémenceau, des Marcou, des Louis Blanc, des Madier de Montjan, jamais! a répondu le maréchal.

Non-seulement il ne consent pas à gouverner avec les radicaux, comme l'exige M. Gambetta, mais encore il crie au pays qu'il combattra de toute son énergie, de tout son pouvoir, de toutes ses forces ce parti qui « ne peut engendrer que le désordre et l'abaissement de la France. »

Pour qu'il ne puisse subsister le moindre doute sur sa politique, sur ses préférences, sur ses volontés, M. Gambetta, aussitôt le Message lu et la prorogation des Chambres prononcée, a réuni solennellement toutes les nuances du parti républicain, et a fait signer une protestation commune dont, en sa qualité de prétendant à la présidence, il a inspiré la rédaction.

Ce manifeste, qui accentue la guerre au maréchal et ratifie la déclaration de M. Gambetta « que TOUTES LES NUANCES du parti républicain » doivent avoir leur part dans le gouvernement, est naturellement signé de tous les députés socialistes intransigeants et niveleurs. — M. Duportail coudoie M. Renault; M. Marcou, M. Thiers; M. Clémenceau, M. Savary; M. Naquet, M. de Rémusat. — Jamais la fraction intransigeante ne s'était trouvée à pareille fête : c'est la proclamation, par les Opportunistes, de son avènement au pouvoir; c'est la ratification par les Modérés de la revendication des droits des partisans de l'amnistie totale à la direction de la politique républicaine.

La partie est donc bien nettement engagée.

D'un côté, M. Gambetta demandant que la France le nomme président pour gouverner avec les quatre gauches, avec toutes les nuances du parti depuis la fraction des Savary jusqu'à celle des Rochefort.

De l'autre, le maréchal appelant à lui toutes les forces conservatrices du pays pour résister à ce flot dévastateur et reconstituer en paix notre armée, nos finances et notre administration.

LETTRES DE PARIS

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 21 mai 1877.

Vous connaissez les incidents extra-parlementaires de ces derniers jours, je veux dire, les réunions des gauches et de l'extrême gauche. Vous savez aussi qu'on y a décidé que les députés iraient, dans les départements, faire de la propagande anti-ministérielle. D'après les renseignements qui me sont communiqués, les efforts des députés de gau-

che tendraient surtout à provoquer, de la part des conseils élus, des adresses d'adhésion au manifeste des gauches, des manifestations de désapprobation pour l'initiative prise par le maréchal de Mac-Mahon. Mais, comme la loi interdit d'une manière absolue aux conseils électifs de s'occuper de politique, surtout sous forme d'adresses, il y a lieu de croire que les nouveaux préfets auront reçu pour instruction de métre des entraves à ce mouvement s'il paraissait en voie de réussir.

La consigne des journaux radicaux est autre. Il leur est recommandé d'insister sur l'expression de « coup d'Etat » d'affecter la plus grande confiance dans l'avenir, mais en même temps d'être très-prudents et très-réservés dans leur langage, pour ne fournir aucun prétexte à des mesures de rigueur. Autant que possible, ils doivent laisser supposer, que l'union des conservateurs est en voie de se dissoudre. Il y a deux jours, c'était la démission prochaine de M. de Meaux qui était annoncée faussement. Aujourd'hui, on fait dire que les légitimistes sont décidés à « s'unir aux gauches » contre le cabinet. Ce sont là de pures fables; elles contiennent seulement un atome de vérité et cet atome est celui-ci : Détacher l'extrême droite est le désir des chefs des gauches, et de grand efforts seront, par eux, faits dans ce but, mais désirer ne suffit pas en pareil cas pour obtenir.

On ne doit pas dissimuler toutefois que l'article publié, avant-hier soir, par l'Union a produit, dans le monde officiel, une émotion assez vive. Toutefois, on a pu constater que le langage tenu en cette circonstance par le journal d'extrême droite ne répondait aux préoccupations que d'un petit nombre de chefs de ce parti, et que la très grande majorité des légitimistes ne s'y associait nullement. On fait remarquer aussi qu'entre le mois de mai et le mois de novembre 1873, l'extrême droite avait constamment déclaré qu'elle ne voterait pas la prorogation et qu'elle l'a cependant votée, lorsque le vote a pris le caractère d'une mesure de salut social. On compte donc beaucoup sur le temps pour apaiser l'humeur de quelques légitimistes. On est d'autant plus fondé à avoir de sérieuses espérances de ce côté, qu'il est venu, de province, les renseignements les plus rassurants à cet égard. Ces informations présentent les légitimistes qui s'appelleraient « extra-parlementaires » comme très-satisfaits des événements qui viennent de s'accomplir et décidés à appuyer le nouveau cabinet de toute leur influence.

Les bruits de dissentiment de M. Decazes avec ses collègues, de « bouderie » du ministre des affaires étrangères, sont absolument inexacts. M. Decazes n'aurait pas accepté de faire partie du nouveau cabinet s'il n'en n'avait partagé les sentiments, quant à la nécessité d'une politique d'action et de résistance.

Aucun choix définitif n'a encore été fait pour le ministère de la marine. On hésite actuellement entre le vice-amiral de Dompière d'Hornoy et le vice-amiral, La Roncière Le Noury. Ce der-

nier paraît avoir des chances assez sérieuses de l'emporter; mais, je le répète, rien n'est encore décidé à cet égard.

Rien non plus de définitivement arrêté, en ce qui touche le voyage que le Président de la République entreprendrait prochainement dans les départements. Le projet en a été effectivement formé et l'idée a été accueillie avec une certaine faveur. On pense que des manifestations se produiraient qui prouveraient au Président de la République que son initiative vigoureuse et patriotique, a été comprise et approuvée.

Je n'ai pas à insister sur le mouvement préfectoral que vous connaissez, et dont tous les journaux publient, d'une manière très-exacte, la statistique. En principe, ce mouvement est tout à la fois le premier et le dernier, en ce sens que les préfets qui n'ont pas été touchés cette fois, ne sont nullement menacés et sent assurés de rester en fonctions.

Seulement, il est inévitable que quelques administrateurs changés de résidence, ne croient pas pouvoir accepter la mesure dont ils sont l'objet. Ces administrateurs donneront leur démission et il faudra bien les remplacer. Ces remplacements s'opéreront très-prompement, car le cabinet est décidé à agir en tout, avec cette promptitude et cette décision dont il vient de donner un éclatant exemple par la rapidité avec laquelle a été élaboré le mouvement préfectoral.

Le mouvement sous-préfectoral est la conséquence inévitable du mouvement administratif qui vient d'avoir lieu. On le prépare au ministère de l'intérieur, et il sera publié certainement avant la fin de la semaine.

Les journaux, depuis quelques jours, s'occupent fort du choix du fonctionnaire appelé à succéder à M. Massicaut, à la direction de la presse : On a prononcé bien des noms sans que jusqu'ici personne ait su ou pu dire la vérité.

(Autre correspondance)

Paris, 21 mai 1877.

Parmi les intimes de l'Elysée, on assure que depuis deux mois, le maréchal avait pris sa résolution de revenir à la politique du 24 mai.

Les nominations des nouveaux préfets étaient prêtes, dit-on, depuis quinze jours.

Autant le maréchal, pendant l'existence du ministère Jules Simon, paraissait triste et morose; autant, depuis le 16 mai, il se montre gai et content.

Les journaux républicains et radicaux, et notamment la République Française, le Siècle, engagé de plus en plus violemment la lutte contre le maréchal de Mac-Mahon.

Les journaux sont furieux de la rapidité avec laquelle le ministère du 16 mai a exécuté le mouvement préfectoral. Il convient bien à ces républicains et radicaux de se plaindre des révocations qui viennent de frapper leurs amis, quand on se rappelle que, en moins d'une année, sur 747 fonctionnaires de l'ordre administratif, ils en ont nommé 683. Voici le tableau exact et les chiffres détaillés :

Modifications dont le personnel a été

mais il ne m'a pas dit bonjour. Cependant, nous avons été élevés porte à porte. Nos pères (le sien était aubergiste, le mien marchand de grains, de foin et de paille), n'étaient pas amis, tout en se traitant fort civilement, à cause du voisinage et des nécessités de l'état. On aurait pu désirer mieux, mais il ne faut pas être trop difficile, si l'on ne veut point que l'harmonie du monde devienne un branle-bas sans fin, et nous en avons assez avec les disputes et les batailles qui viennent à nous, sans aller à celles qui nous laissent tranquilles.

Quand nous étions petits, des garçons de dix à douze ans, nous nous sommes rencontrés une fois sur la route, Xavier et moi.

Il va sans dire que jusque-là nous nous étions vus presque tous les jours, mais nous faisons exprès d'avoir l'air de ne pas nous connaître. Ce n'était pas ma faute, car j'avais été jusqu'à essayer de quelques avances, mais sans succès; et comme je m'étais plaint à mon père de ce que Xavier ne m'en avait rendu mon bonjour, le défunt m'avait interdit formellement de regarder encore ce mal-honnête, en me disant que je ne devais de politesses à personne.

Soit! mais comment ne pas le regarder, lorsque nous nous croisons sur cette route? Lorsque je vis accourir vers moi une pauvre fillette que Xavier

pourchassait avec un manche de fouet, lorsque je le vis se s'arrêter devant la protection que j'offrais à cette enfant, verte de peur?

Xavier, lui dis-je, vous ne devriez pas frapper une fille qui ne peut pas vous le rendre.

Lui-même n'avait plus sa couleur naturelle.

— Ce n'est pas toi qui m'en empêcheras...

— Je sais bien, lui dis-je, que je n'ai rien à vous commander, seulement...

Il n'aimait pas les discours, et j'eus tout juste le temps d'arrêter avec mes mains, au prix d'une coupure dont je porte encore la marque, la baguette qui tombait sur la fille et sur moi. Je l'arrachai d'entre ses doigts crispés, et la brisai en quatre morceaux. Aussitôt il m'empoigna; mais, quoique nous fussions de la même taille, je le renversai facilement par terre, sans d'ailleurs lui faire aucun mal, tandis qu'il déchirait exprès de ses dents ma blouse neuve. Je le relevai, et l'émotion avait été chez moi si forte que je fondis en larmes et que j'offris la main à Xavier, en lui disant que cela ne prouvait rien, qu'il avait glissé... et que nous étions de même force.

Il me refusa la main avec mépris, me dit plusieurs gros mots et retourna au village. Moi, j'étais songeur. Chose sin-

gulière! je me sentais envers celui que je venais de battre, si facilement, de la crainte et une racine d'amitié extraordinaire. Il était tout mon contraire, c'est-à-dire dur, taciturne, aimant à vivre seul, et voyez! c'est à lui que j'étais jaloux de plaire, mieux qu'à tous mes autres camarades sans exception.

Il ne dit rien à personne de notre dispute, et je lui en sus gré. Moi j'attrapai, le soir, des mains de mon brave père, quelques jolies calottes qui me mirent le feu aux joues, et cela à cause que j'avais gâté une blouse toute neuve. Si je lui avais expliqué l'aventure, mon père qui était un homme raisonnable, aimant assez bien qu'on fit ses affaires soi-même ne m'aurait certainement pas calotté, et m'aurait peut-être fait avaler un coup à son verre de genièvre.

Mais je ne voulais rien lui dire, et je me sentais fier d'avoir été maltraité à cause de Xavier.

Le lendemain, qui me parut bien long à venir, j'allai au-devant de mon jeune voisin pour lui raconter ma scène de famille (espérant que cette communauté d'affront mettrait un baume sur sa défaite), en outre, lui avouer que ce que j'en avais fait était de pure amitié pour lui; désormais il fallait que nous fussions des amis comme n'y en avait jamais eu sur la terre. Il me répondit : « Vous m'embêtez, ne me parlez plus. » Est-ce

que je l'aimais moins? Peut-être... mais tout de même j'aimais encore sa fierté; elle me faisait me dire : Il est plus que moi.

D'ailleurs, il ne cherche jamais, ce qui est si facile au village, à me faire de mauvais partis. Même, une certaine après-midi, on aurait pu croire qu'il avait des remords, car, tandis que nous étions sur la place de l'Eglise, cinq ou six camarades à admirer une toupie neuve qu'un marchand m'avait donnée, Xavier s'approcha de nous, demanda d'un air d'abord moqueur ce que nous regardions, et finalement il ne put s'empêcher d'avouer que c'était une belle toupie. Il l'essaya, ce que je ne permis qu'à lui, malgré les regards de convoitise des autres, puis il me la rendit sans dire merci, et s'en alla les mains dans les poches en sifflant un air.

Je courus à lui.

— Si cette toupie te plait, Xavier, prends-la, elle est à toi.

Il haussa les épaules et continua à marcher.

— Du moins, lui dis-je, donne-moi la main.

— Non, fit-il, et il se mit à courir. C'était bien fini; à partir de cette fois je ne le regardai plus; mais en pensant à lui j'avais encore le cœur gros. Comme nous n'étions pas des riches qui n'ont rien à faire de toute la journée qu'à remacher leurs contrariétés, mon père

étant mort subitement sans me rien laisser, j'allai en ville; j'y devins garçon de magasin, puis commis aux écritures à douze cents francs par an, chez un marchand de toiles; puis je tombai à la conscription. En me donnant un peu de mal, j'aurais peut-être trouvé l'argent d'un remplaçant; je n'y songeai pas une minute; j'allai rejoindre mon drapeau. En huit ans j'ai vu du pays, je vous jure : l'Afrique, Rome, la Crimée, Milan et Puebla... et j'ai tant vu mourir en une heure d'amis et connaissances, que même en me luttant je ne suis pas toujours bien sûr que je ne rêve pas que je vis. Je ne dis pas de mal de mon état, il y en a de pires, pourvu qu'à l'amour du devoir on joigne une forte santé et des goûts simples.

(A suivre.)

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 23 MAI 1877.

— 1 —

LE FUSILLÉ

PAR LOUIS DEPRET

Cahier de Notes du Sergent-Major B....

1^{er} juin 186...

J'ai tremblé quand on m'a dit que Xavier, le fils aîné de l'auberge du Vert-Bois, entré au régiment. C'est un drôle de caractère, sournois, têtu et violent. Pourtant, je ne l'ai jamais vu maltraiter, il a toujours fait ce qu'il a voulu. Il est né comme ça. C'est donc celui de là-haut qui veut qu'il y ait des malheureux et des méchants! il y en a toujours eu. Pourquoi donc? Ah ça, est-ce que je vais encore me creuser la boule et m'empêcher de dormir là-dessus, et me lever demain faible comme un homme ivre, moi qui ne bois que de l'eau sucrée?

Xavier m'a reconnu tout de suite,

Caisse d'épargne de Roubaix. Bulletin de la séance du 15 Mai 1877. Sommes versées par 99 déposants, dont 17 nouveaux. Fr. 14,571.00 89 demandes en remboursement. 22,287.25 Les opérations du mois de Mai sont suivies par MM. Achille Delattre et Paul Réquillart, directeurs.